

"La Grande-Bretagne s'engage vers l'Europe" dans Le Monde (19 octobre 1967)

Légende: Le 19 octobre 1967, le quotidien Le Monde se penche sur l'évolution de l'opinion publique britannique en faveur de la construction européenne.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 19.10.1967, n° 7 081. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_grande_bretagne_s_engage_vers_l_europe"_dans_le_monde_19_octobre_1967-fr-89b05e58-994e-49f6-bdf2-b380afeacb7c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

La Grande-Bretagne s'engage vers l'Europe

Au moment où les Six s'apprêtent à se réunir à Luxembourg pour se prononcer sur l'ouverture des négociations avec la Grande-Bretagne, il nous a paru utile de présenter à nos lecteurs un point de vue britannique sur une décision qui sera lourde de conséquences. A vrai dire, les articles dont nous commençons aujourd'hui la publication expriment moins une opinion qu'ils ne décrivent les transformations profondes qui ont incité la Grande-Bretagne, après de longues hésitations et malgré une rebuffade, à se rapprocher de l'Europe.

Pour retracer les lignes de force de cette évolution, nul n'était plus qualifié qu'un observateur attentif de la société britannique, déjà connu du public français par son remarquable ouvrage Anatomie de l'Angleterre (éditions Robert Laffont 1963). Anthony Sampson décrit en trois articles la « conversion européenne » des dirigeants et de l'opinion britanniques, conséquence directe d'une remise en question des liens traditionnels avec le Commonwealth et avec les Etats-Unis.

Les trois cercles

par ANTHONY SAMPSON

Les Britanniques ont-ils réellement décidé de devenir Européens ? Dans ce cas, comment ce changement s'est-il produit ? Au cours de mes voyages en Europe ces questions m'ont été posées des centaines de fois. On doit reconnaître que les Européens ont de bonnes raisons de douter. La conversion de la Grande-Bretagne au Marché commun a été mystérieuse, pleine d'ambiguïtés, et peu facile à expliquer. Comme ce fut le cas pour d'autres grands changements dans l'histoire britannique, tels le mouvement pour la réforme du Parlement après 1830, ou le démembrement de l'Empire après 1950, l'évolution s'est en grande partie opérée de façon discrète, en dehors de tout débat public.

Je crois cependant que la mutation a vraiment eu lieu, de manière irréversible et en profondeur. On pourrait à vrai dire formuler la question de façon différente. Pourquoi le changement de politique de la Grande-Bretagne à l'égard de l'Europe est-il venu si tard ? La plupart des continentaux qui ont observé l'attitude des Britanniques envers l'Europe pendant ces vingt dernières années ont été quelque peu exaspérés par les hésitations de leur politique et la lenteur de leur conversion. Si la Grande-Bretagne avait réellement désiré entrer dans le Marché commun, comme cela aurait été facile il y a dix ans ! Pourquoi cette évolution a-t-elle été si lente ?

Ce qui explique l'ambiguïté de la position passée de la Grande-Bretagne, c'est la vision churchillienne de son rôle dans le monde d'après guerre. Une vision qui devait durer presque vingt ans. Churchill – comme il ne se lassait pas de le répéter – voyait la Grande-Bretagne au centre de trois cercles qui s'entrecroisaient : l'Amérique, le Commonwealth et l'Europe ; et il pensait que l'influence de la Grande-Bretagne dans le monde dépendait d'un maintien de cet équilibre délicat. Cette vision ne manquait pas d'attraits et elle n'habitait pas seulement Churchill : elle exerça son emprise sur Attlee, Eden et Macmillan. Au sortir de la guerre, elle permit à la Grande-Bretagne de faire figure de puissance indépendante grâce à son nouveau rôle de pivot de l'Occident.

Les travaillistes étaient aussi séduits que les conservateurs par cette image, avec laquelle furent élevés les hommes de ma génération qui fréquentèrent les universités après la guerre. Des trois cercles, l'Europe semblait à beaucoup d'égards le plus fragile : à l'époque les discours au Parlement reflétaient un profond pessimisme à l'égard de l'Europe. Le Commonwealth avait un fort contenu émotionnel pour la gauche, car après la domination impériale, il semblait mettre à l'épreuve l'idéalisme britannique envers les pays pauvres, et permettait d'échapper à l'insularité. Pour les deux grands partis, l'Amérique représentait le cercle le plus imposant, et c'est sur l'alliance anglo-américaine que reposait l'orgueil de la Grande-Bretagne d'après guerre. Les hommes politiques pouvaient se persuader que c'était l'étroite association du temps de guerre qui se perpétuait, et leur confiance était encouragée par le formidable prestige dont jouissait en Amérique Churchill, qui, grâce à sa mère américaine et à son sens très américain de la publicité, devint presque autant citoyen des Etats-Unis que de la Grande-Bretagne pendant ses années passées dans l'opposition. Sur le

principal problème de politique étrangère, la défense contre la Russie, Anglais et Américains étaient d'accord et c'est Churchill, qui, dans son fameux discours sur le « *rideau de fer* » à Fulton en 1947, contribua à jeter les bases de la politique américaine.

De l'illusion à l'ignorance

L'image des trois cercles fit beaucoup pour protéger la Grande-Bretagne des réalités du monde d'après guerre, et pour dissimuler le fait brutal que seules, avaient véritablement gagné la guerre, les deux super-puissances : et la fabrication rapide de la bombe A et de la bombe H accrut l'illusion d'être la troisième puissance mondiale. La stabilité politique du pays et la continuité de ses institutions étaient sorties pratiquement intactes de la guerre, qui n'avait engendré ni sentiment de rupture ni désir d'oublier le passé et de repartir de zéro. C'est cela qui constituait à l'époque la principale différence entre la psychologie de la Grande-Bretagne et celle du continent. Dans le pays existaient de nombreux partisans enthousiastes d'une Europe unie, mais chez la plupart d'entre eux l'enthousiasme n'allait pas jusqu'à un engagement complet, et leur attitude pouvait être résumée par l'explication que donna Churchill de sa position devant le projet de C.E.D. en 1953 : « *Nous sommes avec eux sans être des leurs.* »

Les trois cercles n'étaient pas une simple construction d'hommes politiques : ils représentaient un véritable conflit entre des intérêts différents et des formations intellectuelles différentes chez les élites britanniques d'après guerre. Bien que l'empire fût en voie de disparition, l'expérience impériale avait marqué de son empreinte des milliers de familles d'administrateurs, et les idéaux des « *public schools* » étaient établis en fonction des nécessités de recrutement de jeunes gens athlétiques et sûrs d'eux-mêmes, pour les avant-postes de l'empire.

Les experts financiers de la Cité de Londres s'étaient – non sans raison – détournés de l'Europe depuis les années 20 pour investir en Afrique du Sud, en Australie ou en Amérique. Les généraux en retraite des armées de terre et de l'air, qui jouèrent un grand rôle dans l'administration britannique après la guerre, étaient, comme il fallait s'y attendre, méfiants envers l'Europe et ignorants de ses peuples et de ses langues.

La victoire britannique entraîna malencontreusement le respect exagéré de la continuité, et donc des hommes âgés, de tradition conservatrice ; la moitié des membres du cabinet britannique de 1951 étaient des anciens combattants de la première guerre mondiale. Pour les jeunes gens souhaitant échapper à cette gérontocratie, la seule issue évidente n'était pas l'Europe, mais l'Amérique, où les Anglais furent reçus comme des héros pendant les premières années d'après guerre. L'atmosphère de stagnation et de puritanisme de l'époque engendra un sourd mécontentement dont les « *jeunes gens en colère* » des années 50 se firent les interprètes ; toutefois ces « *jeunes gens en colère* » comme John Osborne ou Kingsley Amis ne s'intéressaient pas à l'Europe, et on ne trouva en Grande-Bretagne aucun équivalent de cette génération d'idéalistes passionnés qui, sur le continent, mirent tous leurs espoirs dans l'unification de l'Europe, ou de ces jeunes hommes politiques français dont la carrière avait commencé avec la résistance.

Il n'était pas facile pour les jeunes Anglais de connaître le continent, non seulement pendant la guerre, mais pendant les années qui suivirent. L'allocation de devises étrangères n'était que de 35 livres par an. La guerre avait rompu bien des liens et il existait très peu de systèmes d'échanges. Même, en 1963, une enquête de la *Sélection du Reader's Digest* montra que seuls 6 % des Britanniques connaissaient la France et guère plus de 3 % l'Allemagne de l'Ouest (1 % des Français seulement s'étaient rendus en Grande-Bretagne).

L'évolution de Macmillan

Pour la plupart des Anglais qui jettent un coup d'œil rétrospectif sur ces années d'après guerre, la satisfaction orgueilleuse de l'époque et les illusions qu'elle entretenait semblent aujourd'hui incroyables. Mais la victoire encourage l'autosatisfaction, et une victoire complète associée à la pénurie fait naître des illusions. Il faut ajouter que la méfiance des Britanniques à l'égard du continent était à cette époque largement fondée : les qualités que le continent admirait chez les Britanniques – la stabilité politique et la continuité – étaient précisément celles que la Grande-Bretagne craignait le plus de perdre dans la mêlée du continent.

Lorsque Macmillan devint premier ministre, en 1956, il apporta avec lui un plus grand intérêt pour l'Europe que ses prédécesseurs conservateurs, Churchill et Eden ; l'affaire de Suez montra bien les limites de l'alliance anglo-américaine. Cependant, Macmillan, comme il l'explique dans ses Mémoires, reprit à son compte l'idée churchillienne des trois cercles : comme Churchill il avait une mère américaine, et il considérait le maintien des relations anglo-américaines comme l'œuvre de sa vie. Son respect pour la puissance américaine allait de pair avec un certain mépris intellectuel, mais il combinait ces deux attitudes à sa manière caractéristique. Pendant la guerre, lorsqu'il était en Algérie, il disait souvent à ses collègues : « *Nous sommes les Grecs dans leur empire romain* », c'est-à-dire que les Etats-Unis avaient pour eux la puissance et l'argent, mais la Grande-Bretagne pouvait tempérer leur maladresse par son intelligence et sa culture.

Il développa cette idée après la guerre, parfois – sans y prendre garde – dans des conversations avec des hommes politiques du continent. Cette comparaison avec les Grecs résumait de façon précise l'idée pessimiste que Macmillan se faisait du monde, tout particulièrement dans ses relations avec Eisenhower ; et pour nombre des membres de l'ancienne génération d'hommes politiques cette image des Britanniques, âgés et pleins de sagesse, conseillant les jeunes Américains sans manières, compensait la perte de puissance. Mais chez les Européens et chez la jeune génération anglaise la comparaison avec les Grecs n'avait aucun attrait ; qu'arriva-t-il aux Grecs, en fin de compte ?

A vrai dire, pendant les sept années où Macmillan fut premier ministre, l'idée des trois cercles devint rapidement intenable. L'affaire de Suez avait mis en évidence les limites des « liens particuliers » avec les Etats-Unis, et la crise de Cuba, sept ans plus tard, démontra que l'Amérique et l'U.R.S.S. pouvaient provoquer et résoudre une crise mondiale, sans la Grande-Bretagne. Quant au Commonwealth, l'Afrique du Sud cessa d'en être membre en 1961, et l'Australie se rapprochait déjà des Etats-Unis. Dans l'intervalle, une série de crises économiques montra l'impossibilité où était la Grande-Bretagne de se développer dans l'isolement.

Les limites d'une conversion

Plusieurs facteurs poussèrent Macmillan vers le Marché commun en 1961. L'échec de la conférence « au sommet » avait mis fin à ses rêves de détente Est-Ouest. La zone économique de libre-échange (A.E.L.E.) n'avait pas réussi à se transformer en passerelle avec le Marché commun florissant. Dès la fin de 1960, le ministre des finances, les dirigeants patronaux, étaient arrivés à la conclusion que le Marché commun fournirait le stimulant nécessaire aux industries britanniques, en même temps qu'un marché pour leurs productions.

Mais lorsque Macmillan essaya d'entrer dans le Marché commun, il le fit avec prudence. Il voulait maintenir intactes les relations avec les deux autres cercles. Il me déclara en 1961 : « *Renforcer nos liens avec l'Europe ne signifie pas affaiblir les autres.* » Bien que le Commonwealth fût en voie de désintégration, il existait encore un puissant groupe de pression en sa faveur à l'intérieur du parti conservateur ; et Macmillan se sentait contraint d'adopter une ligne dure dans la défense des intérêts du Commonwealth. Il pensait qu'il pourrait progressivement amener son parti à regarder vers l'Europe, et à aucun moment il n'osa se lancer dans une véritable croisade. Il pensait pouvoir parvenir à un accord avec l'Amérique sans compromettre ses perspectives d'entrée dans l'Europe : lorsque, à Nassau, il négocia l'obtention de fusées Polaris avec Kennedy, ses conseillers l'avertirent que cela risquait de faire échouer ses projets européens, mais il ne furent pas écoutés. Il est probable que même sans les accords de Nassau – en tenant compte des événements ultérieurs – de Gaulle n'aurait pas accepté l'entrée de la Grande-Bretagne. Mais ces accords montrèrent que la Grande-Bretagne était encore tiraillée entre les trois cercles, et ils donnèrent de la substance aux accusations de de Gaulle, selon lesquelles, une fois admise dans l'Europe, la Grande-Bretagne serait le cheval de Troie des Etats-Unis. Après le veto de de Gaulle en 1963, les chances de voir la Grande-Bretagne devenir plus européenne semblèrent en apparence réduites à leur plus simple expression. Les dirigeants conservateurs refirent le silence à ce sujet, la majorité du parti travailliste se réjouit, et même l'ambassade britannique à Paris se mit à boudier, allant jusqu'à déconseiller à la princesse Margaret de visiter la France.

Mais en profondeur, deux changements importants s'étaient produits dans l'attitude britannique. Tout d'abord, la tentative d'entrée dans l'Europe avait montré au peuple britannique que pour la première fois depuis la guerre l'île ne pouvait plus rester isolée. Cette évidence, dont la plupart des pays d'Europe avaient pris conscience dès la fin de la guerre, les Britanniques devaient enfin la regarder en face ; et malgré leur échec, les négociations constituèrent une sorte de traitement de choc qui ouvrit brutalement les yeux des Britanniques sur la réalité de la situation.

En second lieu, les négociations avaient servi à mobiliser et à coordonner les énergies d'un groupe enthousiaste d'« européens » britanniques qui, à partir de ce moment, s'engagèrent à fond en faveur du Marché commun. Parmi eux figuraient la majorité des jeunes diplomates, une grande partie du ministère des finances, les membres les plus avertis du patronat et la majorité des journaux anglais, du *Daily Mirror* à l'*Economist*. Ces « européens » furent momentanément réduits au silence par le veto de de Gaulle ; mais ils étaient certains que la Grande-Bretagne devait entrer dans l'Europe et qu'en fin de compte elle y parviendrait. Un problème se posait alors : comment convertir le parti travailliste ?

Anthony Sampson